

Conférence de Dr Samir Nasr
« Perspectives économiques à court et moyen termes »
le 23 Septembre 2019



« Chers amis, je n'ai pas l'intention de vous assommer de chiffres ; je souhaite tout d'abord décrire l'état actuel des choses. Vous savez que :

- La capacité de financement en dollars diminue de plus en plus
- La dette publique a dépassé 9 à 10% du PIB
- Une baisse des dépôts et une récession bien ressenties
- Les infrastructures attendent les financements nécessaires (équipements qui manquent)
- Difficulté d'opérer des transferts à l'étranger
- Des problèmes au niveau de la conversion LL /Dollar pour les grosses sommes
- L'afflux de réfugiés (contexte régional)
- Le bras de fer entre l'Iran et les E-U / La guerre du Yémen
- Nos sources traditionnelles (du Golfe et d'Afrique) sont également en difficulté.

Par conséquent, nous sommes dans une situation très délicate et très difficile ; un début de récession.

À l'intérieur :

Corruption, gaspillage ; une restructuration de l'administration est nécessaire à cause de 'CEDRE'.

Le budget approuvé est un grand pas en avant. Nous espérons que le budget de 2020 réduira le déficit en engageant des réformes en profondeur et à long terme ; ceci reste un peu lent à cause des tiraillements politiques.

Au quotidien, carburant et médicaments souffrent de pénurie.

Sommes-nous à la veille d'une explosion ? Non, car nous avons beaucoup d'attributs :

- Nos exports ont augmenté
- Le secteur bancaire fonctionne très bien
- Présence de grands montants en dépôt
- Une grande partie de la population ne veut pas s'expatrier.

Nous devons gérer cette crise pendant au moins un an :

- Prendre des décisions pour faire face aux demandes en dollars.
- Un soutien de l'Europe, du Golfe ou de l'Arabie Saoudite ? Ceci ne sera pas suffisant...

Solutions :

Il faut donc entamer les chantiers des réformes structurelles. Ils avancent lentement ; nous attendons :

- Un assainissement du climat régional (pour une reprise économique)
- Les élections américaines (dans le sens du déblocage)
- Les résultats des réformes
- Le retour de certaines opportunités :
 - a) Dans le secteur de l'immobilier
 - b) Le soutien à l'habitat
 - c) Reprise dans le domaine de la distribution

Pour cela il faut :

- Une reprise en main plus vigoureuse de la part des autorités publiques
- L'annonce d'une vision claire
- L'établissement d'un audit complet des entreprises publiques
- Proposer un budget conséquent, régulier, avec des réformes structurelles en profondeur.

- Commencer quelques chantiers, signer quelques contrats et mettre en place CEDRE.
- Faire usage du rapport MacKenzie qui préconise un certain nombre de mesures pour relancer le secteur privé.

Est-ce suffisant ? Probablement pas

- L'année sera médiocre. Nous avons géré par le passé des taux de 40% ; nous avons également géré une guerre en 2006. Beaucoup d'histoires vont circuler sur les taux de change. Ceci fait partie de la crise.
- À part 'CEDRE', beaucoup de rapports peuvent être appliqués, bien entendu, dès qu'il y a un accord politique.
- Dès qu'il y a un espoir régional on pourra résoudre une bonne partie des problèmes. Il y aura une stabilisation suivie d'un rebond.
- Les taux élevés ne font que refléter la situation ; ceci inclut, bien entendu, un facteur de risque.

Est-ce qu'on s'en sortira ?

Le pays a tous les atouts pour en sortir ; il faut par contre qu'il y ait une volonté consensuelle pour engager des réformes.

- À court terme, la gestion de la crise économique sera compliquée ;
- Sur le plan social, le prix à payer est cher pour les entreprises...

Il faut donc profiter de cette crise pour changer le modèle économique actuel afin de le rendre plus productif : Beyrouth peut redevenir un *Hub* régional. Ceci va parallèlement avec les réformes de l'État.

Le secteur privé a un rôle fondamental à jouer : créer des opportunités de travail et peut-être bien un partenariat avec l'État serait également très productif.

On peut s'en sortir :

Pour cela il faut accélérer les réformes. Les bouffées d'oxygène de l'étranger ne suffisent plus s'il n'y a pas une structure prête à accueillir les sources d'investissements. Les taux élevés paralysent la croissance économique.

À moyen terme, stabilisation ; et à long terme on va probablement s'en sortir. MERCI. »
